

PRUD'HOMALES : DANGERS

Prud'homales: le FN sort du bois

Du flou... en février-mars 1997, le FN annonçait qu'il soutiendrait « indirectement » et de « façon discrète » ses membres présents dans les confédérations et regroupés au sein du CNTS (ISA n°8). A l'université d'été, au mois d'août 1997, Le Pen indiquait que le FN serait présent aux élections professionnelles sans préciser lesquelles ni où (ISA n°13).

...à des propositions précises A la mi-septembre 1997, les orientations du FN pour les prud'homales se sont précisées, dans National Hebdo (n°687) : Philippe Olivier, responsable du FN pour les questions sociales, était interviewé sur les enjeux des prochaines élections prud'homales. Dans cette interview, il soulignait que ces élections permettront « de mesurer le poids réel des forces en présence », et pensait que « les résultats indiqueront la désaffection des salariés pour les cinq « grandes » centrales syndicales institutionnelles, ainsi que la montée en puissance des forces nouvelles ». Interrogé sur la présence des « nationaux » à ces élections, il répondait que « le mouvement national représente au moins 15% du corps électoral, et beaucoup plus chez les salariés », et qu'il « serait parfaitement antidémocratique que notre sensibilité et nos idées n'aient pas droit de cité dans les structures de représentations professionnelles, (...) Or vous le savez les libertés ne s'octroient pas. Elles se prennent. Nous comptons bien bousculer le système en place (...) en totale inadéquation avec les aspirations des salariés français », et ajoutait que « les nationaux seront présents au grand rendez-vous du 10 décembre prochain ».

Il concluait son interview par une invitation à tout militant FN de prendre contact rapidement avec sa fédération en vue des élections du 10 décembre.

et à la mise en route de celles-ci.

Dans le bulletin interne du FN Rhône, « La lettre du Front Rhône » de septembre 97, sous le titre « Défendre les travailleurs français », « l'Union Départementale Force Nationale du Rhône », présentait les enjeux des prochaines prud'homales et la nécessité d'y être présent. Après avoir rappelé le poids électoral du FN auprès des ouvriers, des employés, Force Nationale Rhône indique que « le courant national a toujours placé au premier plan de ses préoccupations, la défense des droits des travailleurs français face à la mondialisation, au libre échangeisme sauvage et à la politique d'immigration - invasion. (...) Pour lui (...) il ne peut y avoir de

communauté nationale sans solidarité et fraternité sociale ». Le texte revient sur la création des syndicats FN, pour préciser que « devant leurs premiers succès, la classe politique, alliée aux syndicats jaunes, a tout tenté pour les faire interdire ». Face aux difficultés rencontrées dans la création des syndicats FN, « il reste une immense brèche dans laquelle ils peuvent s'engouffrer : les conseils de prud'hommes », car leurs élections ne sont pas soumises au monopole syndical. Puis il est indiqué que l'union départementale Force nationale est en cours de constitution, et il est fait appel « à vous tous pour trouver les quelques 150 candidats nécessaires pour les listes du Rhône », les modalités pratiques d'inscription sont ensuite données (contact avec la fédération FN, et pièces à joindre).

Radioactivité brune à Marcoule (suite)

Le Syndicat du Personnel de l'énergie atomique CFDT de Marcoule, dans son bulletin du 16 juin 1997, revient sur sa dénonciation des tentatives d'implantation du FN au CEA de Marcoule (voir ISA n°12).

Un tract du CNTS, appendice pseudo-syndical du FN, a édité un tract en utilisant le recto d'un tract CFDT pour semer la confusion parmi les salariés. De son côté, la Fédération de la Métallurgie CFDT (FGMM) a contacté la fédération CFTC pour éclaircir les circonstances dans lesquelles un tract CFTC distribué sur ce site faisaient lourdement référence « à la préférence nationale » et « à l'esprit nationaliste ».

Police et collaboration

Le 7 octobre dernier, le Syndicat des policiers en tenue (SNP) a organisé une cérémonie au mémorial du Martyr Juif inconnu à Paris et déclaré demander « pardon » « pour la collaboration active d'une partie non négligeable de la police nationale dans la déportation des juifs de France ». Le SNP relève que des policiers ont « refusé de se soumettre aux lois indignes de ce régime [de Vichy] ». Enfin le SNP considère que « dans l'ombre de notre société et de notre corporation, des valets serviles des forces sombres agissent avec malveillance et sournoiserie, tentant d'assurer une continuité à ce que nous pensions ne jamais voir revenir ».

Candidats FN aux chambres de commerce

A la clôture au 8 octobre des dépôts de listes de candidature aux élections du 17 novem-

bre prochain des membres de chambres de commerce et d'industrie (CCI), le FN n'a pas pu déposer de listes entières mais présente des candidats à Paris (29 noms) Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux et enfin 6 noms à Toulon pour 24 sièges à pourvoir, Les candidats viennent du petit commerce et des services (bars - hotels - restaurants, pressings...) et très peu de l'industrie.

Alerte ! opération fasciste à La Rochelle

Tel est le titre de la déclaration de 18 associations de La Rochelle dont Ras l'front, l'UL CGT, la CIMADE et la Fraternité - Mission populaire évangélique, qui dénonce « le Front national [qui] cherche à s'implanter chez les locataires : diffusion signée par le Front national des locataires à Mireuil et par la Fraternité française des locataires à Villeneuve ». « Aujourd'hui, à Mireuil, nous accusons publiquement le Foyer de la Charente Maritime de servir de relais aux campagnes du Front national et demandons aux pouvoirs publics concernés, municipalité de la Rochelle et préfecture, de prendre leurs responsabilités » ajoutent les associations.

Une situation inquiétante qui a conduit la CGT, la FSU et Ras l'front à organiser le 11 octobre dernier un après-midi de débats sur l'offensive nationale-sociale du FN, et qui a été annoncé par le quotidien régional Sud-Ouest. Après avoir examiné l'émergence de son nouvel électorat salarié, Patrick Le Tréhondat de la commission syndicale de Ras l'front a décrit le nouveau discours et pratiques nationales-sociales du FN. A la suite de cette introduction, le débat s'est engagé sur les formes de ripostes syndicales où responsables locaux et départementaux de la CGT, de la FSU et de la CFDT ont insisté sur la nécessité de la formation de leurs membres à ces nouvelles questions, de pratiques unitaires contre toute tentative d'infiltration du FN dans les entreprises, le représentant de la FSU dénonçant, par exemple, la présence du conseiller régional FN Galvaire, vieux routier de l'extrême-droite, au CA du Lycée Vieljeux. Dans cette ville, la CGT et la FSU ont lancé un « appel solennel » contre le Front national le 15 septembre dernier. Enfin un concert antifasciste, premier du genre sur la ville, devait conclure la soirée, avec notamment le groupe ASYL. A cette occasion, le collectif de la Rochelle a produit « un dossier syndical Ras l'front » (20 pages) disponible sur simple demande. (Ras l'front, BP 141, 17005 La Rochelle, Joindre 4,50 F en timbres pour frais d'envoi).

Mégret aux portes de France-Télécom

Le 29 septembre, Bruno Mégret, accompagné d'une trentaine de militants du FN, a distribué un tract aux portes de la direction générale Paris-Nord de France-Télécom. « Travaillateurs de France-Télécom, le Front national vous soutient » titrait le tract qui ajoutait « Pour le Front national, la vente de France-Telecom est inacceptable, les salariés, premières victimes de la guerre des tarifs, vont voir leurs conditions de travail et rémunérations se dégrader, l'Etat va perdre la maîtrise des télécommunications et se priver d'un moyen d'action pour l'aménagement du territoire, les Français, en livrant à des multinationales le secteur clef des télécommunications vont perdre encore un peu plus de souveraineté ». « Avec le Front national, défendons l'emploi français » conclut le tract signé « APFN ». Les syndicats CGT et SUD ont vivement réagi à cette distribution sans pouvoir, surpris par l'initiative impromptue, l'empêcher. Le syndicat SUD rappelle dans un communiqué que le quotidien d'extrême-droite Présent dénonçant le 11 septembre ceux « qui hésitent au seuil des privatisations » et « deux semaines plus tard le FN prétend se faire le champion du refus de la privatisation » constate SUD.

**Chaque mois, Lisez
Ras l'front, le mensuel
abonnement 10 n° : 100 F**

Chèque à l'ordre de Ras l'front

REVUE DE PRESSE

Le Peuple (10/09/97) revient sur une des étapes les plus riches du Tour de France de la fraternité, celle du 17 juin à Grenoble. « Le point de départ de nos initiatives contre le racisme fut incontestablement l'immense succès de la manifestation grenobloise contre la venue de Le Pen en Isère le 9 décembre 1996. Plus de 20 000 personnes manifestèrent ce jour-là... Dans la foulée un appel solennel signé par les unions départementales CGT, CFDT, FO FSU, et UNSA permettait d'affirmer un vrai besoin d'initiatives syndicales... » constate le secrétaire de l'union départementale CGT de l'Isère, Gérard Bouvier. Lors de la préparation de l'étape du Tour du 17 juin, des difficultés rencontrées G Bouvier en donne deux exemples significatifs « Au centre de tri PTT de Grenoble,

des salariés ont brûlé le tract appelant au 17 juin, les copains sont retournés le lendemain pour distribuer le tract et affirmer avec force leur volonté de « s'arracher » sur cette question. Aux cheminots de Saint-Marcellin, en distribuant du matériel syndical pour le 17 juin, 6 adhérents sur 22 se sont déclarés sympathisants du FN et certains ont menacé de rendre leur carte. Les dirigeants du syndicat considèrent désormais que le débat est ouvert, que les initiatives doivent continuer sur ce terrain ». Mais le bilan est loin d'être négatif. Plusieurs milliers de personnes pour une grande fête organisée à l'appel de la CGT et de 60 associations dont Ras l'front. « Nous avons beaucoup à regarder, beaucoup à apprécier l'engagement militant associatif de nombre de personnes qui se lancent à fond dans le combat contre le Front national, qui s'arrachent et qui touchent des populations très diverses » ajoute G. Bouvier. Citons encore le responsable syndical « Pour progresser, il m'apparaît qu'une idée n'est pas suffisamment travaillée : n'avons nous pas intérêt à favoriser par tous les moyens possibles, l'accession à de multiples postes de responsabilités des militants et militantes d'origine étrangère? ». Michelle Paris, secrétaire général de la fédération du Var du SE-FEN a fait un rapport au conseil national de son syndicat d'avant les vacances qui revient sur les conditions dans lesquelles l'inspecteur d'Académie a jugé « inopportune » la venue dans une école toulonnaise de la présidente de France-Liberté, Danielle Mitterand et du président de SOS-Racisme dans le cadre de la semaine contre le racisme. C'est selon elle, « sous la pression de la municipalité et du préfet que ces visites ont été interdites ». Quant au préfet de l'époque, Marchiani, elle rappelle que celui-ci s'était permis de répondre face au non-replacement des professeurs que le corps enseignant étant fort féminisé, « chaque mois ces dames ont leurs règles ». Devant l'effarement de l'assistance celui a ajouté « Mesdames ce n'est pas moi qui le dit mais ce sont les statistiques ».

« Le FN est un fléau et demain votre ville, votre village peut-être concerné. Alors, vous sentirez jusqu'au fond de vos tripes, la colère, la rage bouillonner en vous. Vous passerez dans le combat, dans la résistance » conclut Michelle Paris.

Le Pen contre les 35 heures

A la suite de l'annonce de la loi sur l'abaissement de la durée légale du travail à 35 heures le 1er janvier 2000, Le Pen a jugé que « prétendre que la diminution du temps de

travail sans diminution de salaire, et imposé par la loi, est le moyen de lutter contre le chômage est une dangereuse utopie ». Il a ajouté qu'en son temps les 40 heures « avaient été instituées à un moment où il aurait mieux valu travailler plus longtemps, puisque c'était juste quatre ans avant 1940

Herblay : vigilance à l'école

La FNAPE-Indépendance est une association habilitée par le Ministère de l'Education nationale. Créée en 1932, elle a pour but de « rassembler les associations indépendantes et leur apporter la reconnaissance officielle ». Cette association n'est donc pas un appendice créé par le FN. Par ailleurs, les objectifs et les actions décrits dans sa plaquette ne comptent aucune référence à la préférence nationale ou autre préférence familiale. Mais à Herblay (95) c'est un conseiller municipal FN, Jean Menisiez, trésorier de l'association « Parents herblaysiens associés pour la réussite de l'école » qui a distribué dans les établissements scolaires d'Herblay le bulletin d'adhésion à la FNAPE. Le comité de vigilance d'Herblay contre le Front national - qui regroupe associations de parents d'élèves, syndicats d'enseignants, partis et associations - a alerté les parents d'élèves de cette commune contre « le danger que représente cette tentative d'infiltration dans les établissements scolaires de personnes bien connues pour leurs idées contraires aux valeurs de l'école et de la République ». Le MEN, Mouvement pour un enseignement national, association du FN, vient de créer une branche « parents d'élèves », avec permanence téléphonique et qui propose son « kit » pour savoir comment fabriquer de toute pièce une association de parents d'élèves « indépendante ». Cette branche « parents d'élèves » est justement animée par Jean Menisiez.

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est édité par la commission syndicale de Ras l'front :
Ras l'front commission syndicale
BP 87 75561 Paris cedex 12
Tel: 01 42 43 22 00
Fax: 01 42 43 23 63 imprimé par nos soins